**Formulaire 59.45**

20 No

Cour suprême de la Nouvelle-Écosse

(Division de la famille)

Entre : [remplir l’en-tête conformément à la règle 82 – Administration des instances civiles]

[nom complet, y compris le(s) deuxième(s) prénom(s)] Le requérant

et

[nom complet, y compris le(s) deuxième(s) prénom(s)] L’intimé

**Requête en divorce fondée sur une entente**

**À**: [nom de l’intimé]

**Le requérant demande le divorce**

Le requérant présente une requête à la cour pour obtenir une ordonnance de divorce [*et une ordonnance de mesures accessoires*] [conforme/conformes] à l’entente écrite conclue entre vous et le requérant le 20 , qui règle l’ensemble des questions relatives à la dissolution du mariage des parties et aux mesures accessoires.

En conséquence, le requérant demande que cette requête soit déférée à un juge sans possibilité d’audience.

**Si vous n’êtes pas d’accord**

Vous devez aviser immédiatement un fonctionnaire de la cour de toute déclaration figurant dans la requête à laquelle vous ne souscrivez pas au plus tard dix jours après que la requête vous a été délivrée.

**Motion**

Le requérant sollicite une ordonnance de divorce et une ordonnance de mesures accessoires conformes à l’entente écrite.

**Renseignements et preuves à l’appui**

Les preuves à l’appui de la motion sont les suivantes :

**€** l’extrait de mariage [si l’extrait de mariage ne peut être produit, il faut déposer

un affidavit prouvant le mariage et donnant des motifs suffisants pour justifier le

fait qu’un extrait de mariage n’a pu être produit à cette fin.]

**€** l’affidavit sous serment du requérant déposé le 20 attestant les faits et demandes exigés, auquel sont jointes les pièces

suivantes :

€ l’entente écrite entre les parties

€ le consentement écrit de l’intimé de procéder par cette voie de requête sans possibilité d’audience ou de contestation, qui est fourni dans [*l’entente écrite./un document distinct.*]

€ l’adresse désignée de l’intimé signée par l’intimé, qui est fournie dans [*l’entente écrite./un document distinct.*]

[Les éléments suivants qui ne s’appliquent pas peuvent être supprimés]

**€** la renonciation aux états financiers déposée le 20

**€** l’engagement écrit de ne pas interjeter appel de l’ordonnance de divorce déposée le 20

**€** la déclaration parentale du requérant déposée le 20

**€** l’état des revenus du requérant déposé le 20

**€** l’état des revenus de l’intimé déposé le 20

**€** l’état des dépenses spéciales ou extraordinaires du requérant déposé

le 20

**€** l’état des dépenses spéciales ou extraordinaires de l’intimé déposé

le 20

**€** l’état des dépenses du requérant déposé le 20

**€** l’état des dépenses de l’intimé déposé le 20

**€** l’état des circonstances représentant des difficultés excessives du requérant

déposé le 20

**€** l’état des circonstances représentant des difficultés excessives de l’intimé déposé le 20

**€** l’état des biens du requérant déposé le 20

**€** l’état des biens de l’intimé déposé le 20

**€** un projet d’ordonnance de divorce

**€** un projet d’ordonnance de mesures accessoires

**€** deux enveloppes timbrées revêtues des adresses désignées du requérant auteur de cette motion et deux enveloppes timbrées revêtues des adresses désignées de l’intimé

**€** les autres déclarations ou documents requis [veuillez préciser]

**Tiers**

Y a-t-il d’autres personnes *ayant* du temps de contact, d’interaction ou parental avec l’enfant ou les enfants?

€ Oui, les détails se trouvent dans l’affidavit.

€ Non

Y a-t-il d’autres personnes *cherchant* à avoir du temps de contact, d’interaction ou parental avec l’enfant ou les enfants?

€ Oui, les détails se trouvent dans l’affidavit.

€ Non

**Coordonnées**

Le requérant désigne l’adresse suivante :

Les documents délivrés à cette adresse seront présumés reçus par le requérant sur délivrance.

**Délivrance à l’intimé**

Vous serez immédiatement avisé de cette requête par la délivrance immédiate d’une copie du présent avis à l’adresse que vous avez désignée dans l’entente.

**Déclaration et attestation**

Je déclare que les déclarations figurant dans la présente requête en divorce sont, à ma propre connaissance, véridiques ou fondées sur des renseignements qui m’ont été fournis et que j’estime véridiques, et je certifie que je suis au courant de mes obligations en vertu des articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce,* c’est-à-dire :

1. Je dois exercer toute responsabilité décisionnelles ou temps parental qui m’est attribué à l’égard de l’enfant/des enfants issu(s) du mariage d’une manière compatible à l’intérêt supérieur de l’enfant/des enfants;
2. Au mieux de mes capacités, je dois protéger l’enfant/les enfants issus du mariage des conflits découlant de cette instance;
3. Dans la mesure où cela est approprié, je dois tenter de résoudre les problèmes visés par cette instance en ayant recours à tout mécanisme de règlement des litiges familiaux;
4. Je dois fournir des renseignements complets, exacts et à jour comme l’exige la *Loi sur le divorce*, dans le cadre de cette instance et en vertu d’une ordonnance de la cour; et,
5. Si je fais l’objet d’une ordonnance rendue en vertu de la *Loi sur le divorce*, je dois suivre et respecter cette ordonnance jusqu’à ce qu’elle cesse d’avoir effet.

Signé le 20

Signature du requérant

Nom en caractères

d’imprimerie :

**Attestation de l’avocat** [supprimer si cela ne s’applique pas]

Je soussigné, en ma qualité d’avocat du requérant, certifie que je me suis conformé aux exigences de l’article 7.7 de la *Loi sur le divorce*.

Signature de l’avocat

Nom en caractères

d’imprimerie :

**Attestation du fonctionnaire de la cour**

Je certifie que cette requête en divorce fondée sur une entente a été déposée auprès de la cour le 20 .

Fonctionnaire de la cour